ments définitifs ou quatre seulement pour les jugements interlocutoires (33).

La juridiction de la Douane s'exerçait d'abord par commission. En 1692 le roi créa des officiers en titre pour composer ce tribunal. En 1745 (34) les conseillers en la juridiction de la Douane étaient : MM. Pupil, premier président de la Cour des Monnaies, lieutenant général de la sénéchaussée, président de la Chambre; Maleval, lieutenant du président; Adamoli, maître des ports, ponts et chaussées et six autres conseillers. Le maître des ports était juge-né à la juridiction de la Douane. Le Président n'avait pas changé et remplissait encore les mêmes fonctions, trente-deux ans plus tard, en 1777.

Les gens du roi composant le Parquet pour la juridiction de la Douane, en 1745, étaient MM. de Glatigny, avocat général à la Cour des Monnaies, avocat du roy, et Quinson, procureur général à la Cour des Monnaies, procureur du roi. Les avocats et procureurs aux Cours de Lyon plaidaient et occupaient pour les parties devant la juridiction de la Douane.

La salle d'audience était au bureau de la grande Douane près de la rue de Flandre (35).

La procédure suivie devant la juridiction de la Douane de Lyon était la procédure extraordinaire, c'est-à-dire criminelle, jusqu'à l'ordonnance de 1687. Lorsque les commis avaient dressé un procès-verbal de contravention, ils le présentaient au lieutenant général qui faisait assigner le contrevenant. On entendait ensuite séparément les dépositions

---

(33) *Privilèges des foires de Lyon*, 1649, p. 396.

(34) *Almanach de 1745*, p. 109.

(35) *Almanach de 1745*.